

Prévenir une nouvelle vague de grippe aviaire

Les mesures sanitaires renforcées



Prévenir une nouvelle vague de grippe aviaire

L'ensemble du territoire métropolitain placé en risque « élevé » au regard de la progression rapide du virus de l'influenza aviaire en Europe annoncé ce vendredi le ministre d'agriculture.ma.

Des mesures de prévention renforcées vont donc s'appliquer afin de protéger les élevages de volailles.

Depuis le début du mois d'août, 130 cas ou foyers d'influenza aviaire ont été détectés en Europe. La claustration de tous les élevages professionnels a été décidée aux Pays-Bas. En Italie, six foyers ont été détectés dans des élevages de dindes depuis le 19 octobre.

L'accélération de l'épizootie en Europe amène à un passage au niveau de risque « élevé » avec l'application des mesures de prévention suivantes sur l'ensemble du territoire métropolitain :

- mise à l'abri des volailles des élevages commerciaux et la claustration ou mise sous filet des basses-cours ;
- interdiction de l'organisation de rassemblements et de la participation des volailles originaires des territoires concernés ;
- conditions renforcées pour le transport, l'introduction dans le milieu naturel de gibiers à plumes et l'utilisation d'appelants ;
- interdiction des compétitions de pigeons voyageurs au départ ou à l'arrivée de la France jusqu'au 31 mars ;
- vaccination obligatoire dans les zoos pour les oiseaux ne pouvant être confinés ou protégés sous filet.

Ces mesures sont accompagnées d'une surveillance clinique quotidienne dans tous les élevages (commerciaux et non commerciaux). Dans les zones à risque élevé de diffusion, des prélèvements avant mouvement seront réalisés et seules les personnes indispensables au fonctionnement des élevages pourront y entrer. Des réductions de densité dans les zones touchées par les précédentes crises sont également engagées à l'approche de cette période à risque.

Les modalités de mise à l'abri ont été adaptées afin de prendre en compte les conditions de production, notamment pour les élevages plein air ou sous cahiers des charges spécifiques. Ces adaptations ont pour objectif d'assurer un haut niveau de protection vis-à-vis du risque d'introduction du virus dans les élevages.

L'élévation du niveau de risque ne remet pas en cause le statut « pays indemne d'influenza aviaire » recouvré par la France le 2 septembre.

Le relèvement du niveau de risque suit les recommandations scientifiques et sanitaires dans l'objectif de se prémunir au mieux de conséquences dramatiques pour les filières avicoles, déjà fortement touchées par la crise de novembre 2020 - mai 2021.

Les services de l'État travaillent également à définir des modalités de gestion d'une éventuelle crise en fonction de scénarios prenant en compte le nombre de foyers ou leur localisation. Des exercices de préparation sont conduits dans plusieurs départements. Enfin, le groupe de travail sur les perspectives en matière de vaccination s'est réuni la semaine dernière et un plan de travail a été partagé avec les parties prenantes.

« L'évolution de l'épizootie d'influenza aviaire en Europe nous amène aujourd'hui à relever le niveau de risque et à prendre des mesures nécessaires pour garantir la protection de nos filières. J'en appelle donc à la responsabilité de tous. Les services de l'État sont et seront pleinement mobilisés à leurs côtés, » a déclaré Julien Denormandie, ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation.

Pour rappel, l'influenza aviaire n'est pas transmissible à l'Homme par la consommation de viandes de volailles, œufs, foie gras et plus généralement de tout produit alimentaire.